Études d'histoire religieuse

La contribution des communautés religieuses et des services diocésains de pastorale sociale (1960-1985) : justice et charité, une alliance en reconstruction

Gisèle Turcot

Volume 69, 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006705ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1006705ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)
1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Turcot, G. (2003). La contribution des communautés religieuses et des services diocésains de pastorale sociale (1960-1985) : justice et charité, une alliance en reconstruction. *Études d'histoire religieuse*, 69, 101–111.
<https://doi.org/10.7202/1006705ar>

Résumé de l'article

Les communautés religieuses, particulièrement touchées par les changements survenus dans la société civile au Québec depuis la Révolution tranquille, sont entrées dans des nouvelles formes de présence aux appauvris. De même, les diocèses ont créé des services de pastorale sociale pour accompagner les communautés chrétiennes vers de nouvelles réponses aux besoins. Quels chemins idéologiques et organisationnels ces deux milieux ont-ils emprunté pour identifier et assumer de nouvelles formes d'insertion sociale? Le présent article apporte des éléments d'information en souhaitant que des pistes de recherche puissent en ressortir.

La contribution des communautés religieuses et des services diocésains de pastorale sociale (1960-1985) : justice et charité, une alliance en reconstruction

Sœur Gisèle Turcot, s.b.c.¹

Résumé : Les communautés religieuses, particulièrement touchées par les changements survenus dans la société civile au Québec depuis la Révolution tranquille, sont entrées dans des nouvelles formes de présence aux appauvris. De même, les diocèses ont créé des services de pastorale sociale pour accompagner les communautés chrétiennes vers de nouvelles réponses aux besoins. Quels chemins idéologiques et organisationnels ces deux milieux ont-ils emprunté pour identifier et assumer de nouvelles formes d'insertion sociale ? Le présent article apporte des éléments d'information en souhaitant que des pistes de recherche puissent en ressortir.

Abstract : Deeply touched by the Quiet Revolution in Quebec, religious orders have walked new paths so as to be present to the poor people. In a similar way, Offices for Social Affairs created by diocesan bishops have experimented new forms of educating their people to answer the needs of the time. What ideological path drove both intellectually and as organizations these two distinct Christian "*milieu*" in these social directions ? This article brings some information on these processes, in the hope that some issues for future research will be identified and pursued.

¹ Gisèle Turcot est membre de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal, une congrégation à vocation sociale fondée en 1923 par Marie-J. Gérin-Lajoie. Détentrice d'une maîtrise en service social, elle a travaillé une dizaine d'années en milieux populaires, dirigé la revue *Relations* et participé à des groupes de travail sur l'éducation en milieux défavorisés, l'accueil des immigrants, la place des femmes dans l'Église et l'avenir des communautés religieuses féminines. Elle collabore actuellement au développement du Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie, à Montréal. Cet article est une version remaniée d'un exposé préparé pour le 69^e congrès de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique au Canada, tenu à l'Université du Québec à Trois-Rivières les 27 et 28 septembre 2002.

Introduction

Dans un impressionnant article publié en 1990, l'historienne Micheline Dumont s'interrogeait sur « les charismes perdus » des communautés religieuses féminines². Le déclin démographique apparemment irréversible de ces groupes de femmes, associé à leur retrait massif de la direction des institutions éducatives et hospitalières, aurait conduit l'historienne à un pronostic plus sombre n'eussent été les indices de prise de parole et de vitalité qu'elle commençait à repérer. Dix ans plus tard, le documentaire intitulé *Adieu mes sœurs*, réalisé par la journaliste Denise Bombardier et diffusé en 1999 sur les ondes de Télé-Québec, semblait lui faire écho : le vibrant témoignage des religieuses, fières d'avoir traversé cette période de profonds changements, se terminait par une vue sur le cimetière de leur congrégation.

C'est, en effet, à un phénomène historique sans précédent que nous avons assisté pendant les années soixante. Dumont écrit (p. 83) :

Dans le seul champ de l'éducation, les religieuses enseignantes dirigent en ce moment 21 écoles, 10 collèges et 22 pensionnats/écoles dans l'ensemble de leurs maisons (Malouin). On est loin des quelques 1990 institutions variées qu'elles dirigeaient et géraient, au Québec seulement, à l'aube de la révolution tranquille (Dumont et Fahmy-Eid 1986). On sait que le même processus de délestage des institutions s'est produit dans le champ du travail social et du secteur hospitalier. En 1961, les congrégations possédaient 105 hôpitaux totalisant 66 % des 60 000 lits de la province (Petit 1969). Aujourd'hui elles ont été virtuellement exclues de ce secteur au Québec.

Toutes proportions gardées, des données similaires sur les congrégations masculines iraient dans la même direction, puisque les séminaires tenus par les prêtres diocésains et les religieux se sont transformés en institutions collégiales publiques, de même que les écoles primaires et secondaires et les écoles de rééducation jadis dirigées par les frères éducateurs.

On sait que ces changements sont survenus dans la foulée d'une prise en main par l'État québécois de ses responsabilités essentielles en matière d'éducation, de santé et de bien-être collectif : un État moderne et démocratique assumait enfin le mandat de répartir les richesses collectives et les fardeaux financiers sur l'ensemble des citoyens contribuables. Du même coup, la manière dont l'Église catholique – la plus grande institution religieuse du Québec – avait organisé la réponse aux besoins de base d'une collectivité se trouvait complètement bouleversée. Comment cette Église allait-elle exprimer désormais sa conception de la solidarité sociale, de l'assistance aux personnes pauvres, handicapées, âgées ? La désappropriation institutionnelle conduirait-elle au retrait pur et simple de la sphère publique de l'assistance ? Quels modes de recomposition allaient se manifester ?

² Micheline DUMONT. « Les charismes perdus. L'avenir des congrégations religieuses féminines en l'an 2000 », *Recherches féministes*, vol. 3, n° 2, 1990, p. 73-111.

L'observation des tendances émergeant de deux milieux catholiques distincts permet, à notre avis, d'offrir un début de réponse à ces questions. Il s'agit d'une part du mouvement interne aux communautés religieuses d'hommes et de femmes, influencé entre autres par le renouveau théologique post-conciliaire, qui a inauguré un passage des « œuvres d'assistance », inspirées par la charité, à des pratiques de solidarité sociale commandées par la justice sociale. Il s'agit d'autre part de la mise en place de nouveaux services d'éducation et d'animation, dans les diocèses catholiques, afin d'aider les chrétiens à prendre en compte leurs responsabilités sociales et à les traduire dans des services aux personnes démunies.

Sans entrer dans les détails, il convient de rappeler ici que ces phénomènes que nous allons décrire sont vécus dans une période marquée par l'incertitude, les débats idéologiques, l'effervescence syndicale, l'affirmation des droits et libertés de la personne (dont la Charte fut adoptée au Québec en 1975), l'essor du mouvement des femmes, l'ouverture sur le monde associée à une période de croissance économique dont l'Exposition universelle de 1967 apporta à Montréal des signes évidents ; c'était aussi la fin de l'ère coloniale et donc la mise en cause de la domination voire de l'autorité sous toutes ses formes.

En Église, la crise des mouvements d'Action catholique qui donna lieu à la création de la Commission Dumont (1968-1971), illustre à elle seule l'état des relations entre clercs et leaders laïques qui allait donner lieu à des ruptures. Les milieux diocésains se lancèrent dans la création de structures participatives encouragées par le concile Vatican II. Dans les communautés religieuses, l'insécurité générale liée aux phénomènes sociaux et la peur d'être inféodé aux groupuscules marxistes pouvaient donner lieu à des replis frileux sur les affaires internes, au nom de la vie communautaire, de l'intériorité et des œuvres à sauvegarder. L'attachement à l'aide directe aux pauvres, à des liens de proximité avec des jeunes ou des vieillards, risquait d'occulter les initiatives inspirées par la justice sociale. Il y avait péril en la demeure.

Voyons maintenant, à la lumière des faits, quelles furent les orientations prises dans ces milieux. La première partie du présent article veut illustrer comment, entre 1960 et 1980, les membres de ces communautés ont trouvé moyen d'exprimer autrement que par le passé leur solidarité sociale, tout en inventant de nouvelles formes d'assistance sociale. La seconde partie montrera comment les diocèses catholiques ont trouvé leur chemin pour contribuer à la transformation de la société³.

³ Pour un développement plus long, voir Gisèle TURCOT. « De l'aide à la solidarité : l'actualité des pratiques chrétiennes », dans Marie-Marthe BRAULT et Lise SAINT-JEAN, dir., *Entraide et associations*, Québec, IQRC, 1990, p. 261-278.

I- Les communautés religieuses à la recherche de nouvelles alliances

Dégagées de l'administration des institutions éducatives, sanitaires et sociales qu'elles avaient créées avant les années 1960, les communautés religieuses ont une main-d'œuvre disponible et compétente, prête à investir de nouveaux secteurs d'activité. Conscients du tournant à prendre, les supérieurs majeurs de la région de Montréal demandent à leur association (ASMDM) de créer, en 1971, le Service d'information intercommunautaire, véritable service d'orientation vers de nouveaux champs d'action. Des vies exposées au changement social impliquaient des coûts humains impressionnants, comme peut le laisser croire le récit suivant.

À l'été de 1968, tout le Québec se prépare à l'ouverture des nouveaux collèges d'enseignement général et professionnel, les Cégeps. La centaine de religieuses du couvent des Ursulines de Gaspé, employées jusque-là à leur collège, se retrouvent sans emploi, sauf les huit ou dix qui enseigneront bientôt au Cégep, dans le même bâtiment. L'une d'entre elles raconte qu'elle s'était préparée successivement pour :

- la formation des maîtres dans leur École normale... qui passe à l'université ;
- l'enseignement de la philosophie à leur collège... qui passe au cégep ;
- la formation théologique des novices... il n'y a plus guère de novices au noviciat ;
- l'éducation de la foi des adultes dans sa région natale, choisie de préférence à un poste universitaire... le diocèse n'est pas prêt à lui payer un salaire ;
- la direction de la pastorale du diocèse, qu'elle assume pendant une dizaine d'années... quand l'évêque change, elle se retire ;
- enfin la prédication de retraites – elle adore ça et le fait encore !

Voilà un parcours qui en dit long sur les choix et les exigences d'une ré-orientation professionnelle commandée par les circonstances. Il suggère ce que des récits de vie pourraient révéler sur l'histoire des protagonistes d'une autre histoire en train de s'écrire.

A- Des services éducatifs et sociaux nouveau genre

À la faveur de ce tournant institutionnel, des religieuses sont entrées dans les services paroissiaux et diocésains de pastorale, dans l'espoir d'y exercer leur rôle d'éducatrices de la foi. L'enquête de Sarah Bélanger

dénombrer, en 1985, trois cent une religieuses parmi les femmes rémunérées par un organisme d'Église, soit 50 % des femmes engagées en pastorale⁴.

D'autres se sont tournées vers des formes de travail social, avec ou sans l'assistance financière de leur congrégation. Ainsi sœur Madeleine Carmel, SSA, détentricrice d'un doctorat en littérature, s'engage personnellement dans un processus d'alphabétisation des détenus. Une ex-supérieure générale ursuline fonde à Shawinigan un centre pour femmes. À Valleyfield, les Petites Sœurs de l'Assomption maintiennent leur service d'auxiliaires familiales. Au cœur du Plateau Mont-Royal, à Montréal, les Sœurs de Sainte-Anne créent le Centre Au Puits, un centre de jour pour les personnes en réinsertion sociale après un séjour en milieu psychiatrique. Au milieu des années 1960, la Congrégation Notre-Dame fonde La relance, un service éducatif parascolaire offert aux enfants et aux parents du quartier montréalais Centre-Sud, pendant qu'à Québec, les sœurs de la Charité de Saint-Louis reçoivent des enfants pour l'aide aux devoirs. Une maison d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence familiale, le Centre Interval, ouvre ses portes à Montréal en 1979, grâce à la collaboration de huit communautés religieuses qui en ont encore la responsabilité corporative. La province francophone de la Compagnie de Jésus ouvre une branche locale de son service international aux réfugiés, pendant que les Oblats de Marie-Immaculée développent un service de consultation conjugale intégré au Centre Saint-Pierre à Montréal. Et la liste des initiatives pourrait s'allonger, montrant la diversité des besoins perçus et des réponses apportées.

Pendant que religieux et religieuses se réorientent vers de nouveaux services aux démunis, un mouvement collectif se dessine en faveur de la justice sociale.

B- Un mouvement collectif pour la justice sociale

Les pauvres, les régions défavorisées et les pays dits de mission ont toujours figuré parmi les préoccupations des Églises. Chez les catholiques, l'expérience du concile œcuménique de 1962-1965 a considérablement modifié les rapports mutuels des Églises du tiers monde avec celles du Nord. Ayant côtoyé leurs confrères des pays moins favorisés, nos évêques ont compris que l'aide devait passer de l'aumône au soutien des projets de développement. La création, en 1967, de « l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix » a surgi de ces rencontres. Le cardinal archevêque de Québec, Maurice Roy, a d'ailleurs été le premier président du « Conseil pontifical justice et paix » créé la même année et il l'a présidé pendant dix ans.

⁴ Les renseignements de cette section proviennent des archives de la Conférence religieuse canadienne (CRC) et principalement de la région du Québec (CRCQ).

Dans ce contexte, une des sources d'influence les plus déterminantes vient de l'Amérique latine. L'option préférentielle pour les pauvres, telle qu'elle a été définie à la Conférence de Medellin (1968) et confirmée à la rencontre de Puebla (1975), constitue désormais un cadre de référence pour la majorité des militants chrétiens qui se sont intéressés à la théologie de la libération.

Chez les religieux canadiens⁵, l'année 1973 marque un tournant décisif. Les responsables des communautés féminines et masculines réunis en assemblée annuelle à Moncton, Nouveau-Brunswick, se demandent : Comment vivons-nous notre option pour les pauvres ? Que faisons-nous en faveur des pauvres et des démunis ? Au Québec, où se trouvent près de 70 % des effectifs des communautés religieuses, c'est au terme de l'assemblée générale de 1975, que la Conférence religieuse canadienne, région du Québec (CRCQ) décide de former un « comité de justice sociale ». Celui-ci précise ses perspectives dans les termes suivants :

Le Comité manifeste sa réticence à parler de démunis, un vocabulaire qui fait référence à un manque de ressources, et qui favorise une approche centrée sur l'aide individuelle. Il préfère parler de classes populaires, chômeurs, assistés sociaux, travailleurs à faibles salaires et exploités.

Plutôt qu'une stratégie de dépannage et de service individuel, le Comité favorise une stratégie de promotion collective. Il entend par là ce processus par lequel les gens vivant en milieux populaires s'organisent, mettent ensemble leurs dynamismes, prennent en charge leurs conditions de vie et, s'il le faut, luttent ensemble avec d'autres couches de travailleurs pour une organisation du travail et des politiques qui tiennent compte de leurs intérêts.

C- La concertation dans la distribution des dons

Très rapidement, ce groupe a constaté qu'il lui fallait établir des liens avec les groupes de base des milieux populaires afin de bien connaître les conditions de vie et les défis collectifs auxquels ils sont confrontés. Le « comité de priorité dans les dons » est né de cette prise de conscience. Il a aidé les congrégations à organiser le partage, à passer de la charité à la solidarité sociale, à créer des alliances avec les groupes, et à prendre des engagements collectifs.

Fondé en 1979 par décision du conseil d'administration de la CRCQ, le comité de priorités dans les dons commence à fonctionner en 1980. Il propose aux communautés quelques grandes lignes d'orientation (les caractères gras sont de nous) :

⁵ CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE, RÉGION DU QUÉBEC (CRCQ), Comité de priorités dans les dons. *Outil de transmission*., novembre 1997, 21 p. Non publié.

- Soutenir en priorité les groupes qui agissent sur les **causes de la pauvreté** et participent à la transformation sociale.
- Favoriser les projets qui visent avant tout la **promotion collective**, c'est-à-dire des projets dont le but et les objectifs sont orientés vers la **prise en charge** d'un groupe par lui-même. Cette prise en charge peut se réaliser si les membres du groupe travaillent à éliminer les causes de leurs problèmes, s'ils se donnent des outils de participation et s'ils s'assurent d'une administration compétente : un conseil d'administration, une assemblée annuelle, des comités.
- Promouvoir les projets de pastorale qui ont une claire incidence sur le **lien entre la foi et l'engagement dans le milieu**. Par claire incidence sur ce lien, on entend des projets qui provoquent l'engagement du chrétien parce qu'il saisit le lien qui existe entre sa foi, son espérance et un engagement sérieux et solidaire avec les appauvris et les opprimés de son milieu.

Le comité de priorités dans les dons a mis au point un service d'analyse des demandes provenant des groupes d'éducation populaire et d'action communautaire. Ses critères d'analyse guident l'évaluation des demandes qui lui sont adressées annuellement par quatre cents à six cents groupes populaires et communautaires. Par effet d'entraînement, la majorité des congrégations créent leur propre comité de priorités dans les dons et lui confient un montant à distribuer aux groupes qui sont recommandés par le comité de la CRCQ. En 1999-2000, les montants alloués par diverses congrégations ont été de 2 138 485 \$, par rapport à une demande de 3 999 364 \$. Ceci représente une partie seulement des dons des communautés religieuses, qui ont des missions ici et à l'étranger et des organismes à soutenir là où leurs membres sont enracinés.

Ainsi a évolué la prise de conscience des dimensions collectives de la solidarité sociale. On ne doit donc pas se surprendre du soutien que les congrégations religieuses ont donné à la Marche du Pain et des Roses, en 1995, et à la Marche mondiale des femmes 2000 pour l'élimination de la pauvreté et de la violence. Ni du soutien apporté au Collectif pour une loi cadre sur l'élimination de la pauvreté au Québec – dont le travail de mobilisation a fini par décider le gouvernement du Québec à déposer le projet de loi 112. Tout cela résulte d'une impulsion largement nourrie par le comité de justice sociale et le comité de priorité dans les dons de la CRCQ depuis 1975.

II- Les Églises diocésaines redécouvrent le social

Établissons d'abord qu'avant le Concile Vatican II, les services diocésains se limitaient habituellement à la chancellerie, à la liturgie et au soutien des mouvements d'action catholique. Le développement des sciences administratives appliquées aux organisations religieuses a incité les évêques à doter leurs diocèses de certains services tels que la pastorale familiale, la pastorale missionnaire, la pastorale jeunesse et la pastorale sociale.

Au tournant des années 1970, soit après Vatican II et après la publication du rapport de la Commission Dumont, les diocèses ont confié à un office de pastorale sociale – appelé aussi service de promotion humaine – le mandat d'établir des ponts avec les milieux et organismes sociaux, en vue de promouvoir une foi qui intègre l'engagement pour la justice. Le Comité de théologie de l'Assemblée des évêques du Québec (AEQ) définit ainsi la pastorale sociale⁶ :

La pastorale sociale correspond donc à des activités organisées pour promouvoir la justice sociale, le respect des droits humains et de la dignité des personnes, pour changer les rapports sociaux et pour transformer les structures afin qu'elles soient plus conformes aux valeurs évangéliques.

L'Office de pastorale sociale est défini comme un organisme d'animation, de soutien et de coordination, comme une ressource de formation et un carrefour d'intervention en lien étroit avec les milieux sociaux, les groupes d'Église et l'Évêque.

Les efforts de formation et d'animation déployés par le personnel de la pastorale sociale ont le plus souvent voulu aider les chrétiens de la base à mieux comprendre les causes systémiques de l'injustice et les conditions à remplir pour opérer, à moyen et long terme, de véritables transformations sociales. Habitué aux pratiques d'analyse sociale jadis préconisées par les mouvements d'Action catholique, un certain nombre ont emboîté le pas. D'autres, plus familiers des pratiques d'entraide et d'assistance de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou des vestiaires des pauvres, ont conservé cette option.

Quelques exemples peuvent illustrer ces tendances. En matière de développement économique régional, il est difficile d'oublier l'Opération Dignité menée dans une sous-région du diocèse de Rimouski, où plusieurs prêtres se sont engagés aux côtés des leaders locaux. En Outaouais, attentifs aux problèmes du logement, les responsables de la pastorale sociale du diocèse de Hull (parmi lesquels se trouvaient des religieux Oblats, Capucins, etc.) ont entrepris une action auprès des responsables politiques et préconisé

⁶ ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC, Comité de théologie. *L'engagement des communautés chrétiennes dans la société*. Montréal, Fides, 1994, p. 28.

un plan de réaménagement urbain. En 1982, pendant que sévissait le chômage à la suite à la récession causée par la crise du pétrole, des paroissiens d'une zone pastorale du diocèse de Québec ont créé un système de prêts solidaires afin d'aider les petits propriétaires à conserver leur propriété familiale. Le parrainage de réfugiés de la mer a été largement encouragé par les diocèses de Chicoutimi, Montréal, Saint-Jérôme et Saint-Jean-Longueuil. Ce dernier héberge depuis plus de vingt ans « Vie nouvelle », un service de soutien offert aux personnes monoparentales, après avoir encouragé l'ouverture de la première maison d'hébergement des femmes et des enfants victimes de violence familiale, Carrefour pour elles, dans des locaux d'une communauté religieuse féminine ; il a également soutenu la fondation de la CASA, maison d'accueil des personnes itinérantes. À l'occasion du référendum de 1980, alertés par le niveau d'inquiétude qui régnait dans la population, plusieurs responsables de pastorale sociale ont employé les outils de réflexion créés par l'Office de pastorale sociale de Québec. Enfin, dans la région montréalaise qui compte le plus grand nombre de pauvres, le Carrefour justice et foi a suscité la formation d'une table de concertation sur la faim qui réunit des intervenants et des universitaires préoccupés par l'ampleur de ce problème et par le développement d'une « industrie de la faim ».

III- Quelques pistes d'interprétation

Après une trentaine d'années de sensibilisation et de conscientisation menées par les responsables de la pastorale sociale, que sont devenus les rapports justice/charité ? Le comité de théologie de l'AEQ identifie plusieurs types de pratiques caritatives des communautés chrétiennes :

- les pratiques de bienfaisance sont les plus présentes ;
- des pratiques de collaboration avec des organismes existants dans le milieu, CLSC, coopérative, comptoir familial se multiplient. Une minorité s'engage dans des pratiques de contestation sociopolitique des pouvoirs en place ;
- des chrétiens et des chrétiennes joignent des mouvements ou des réseaux dans des luttes pour la justice et des pratiques alternatives, ce qui les conduit à des pratiques de transformation sociale ;
- des pratiques chrétiennes de concertation expriment la solidarité avec des populations marginalisées.

En d'autres termes, cette analyse du comité épiscopal de théologie révèle qu'en dépit du discours social ouvert des évêques – dont témoignent entre autres les messages pastoraux livrés pour la Fête des Travailleurs, le Premier mai – la majorité des chrétiens et chrétiennes hésitent, voire résistent à relier foi et politique. Le comité de théologie identifie lui-même trois

formes de résistance : l'ambiguïté de l'engagement social qui fait appel à la dimension politique de la foi ; le sentiment d'impuissance qui porte à mettre entre parenthèses le projet d'une présence qui transforme la vie des collectivités ; le malaise en regard du parti pris et de la dénonciation.

L'historienne Lucia Ferretti, dans une analyse plus globale de l'évolution de l'Église au Québec, observe une altération du sens de la charité liée à la modernité⁷. Le discrédit que des spécialistes de l'intervention sociale ont jeté sur la charité et sur les approches dites *assistentialistes*, au bénéfice d'une approche fondée sur les droits économiques et sociaux, exprimerait-elle cette tendance ? Il serait intéressant de mener une étude comparative de ce phénomène chez des populations civiles et des membres des communautés chrétiennes et des communautés religieuses.

La critique historique la plus sévère sur les chrétiens et la critique de la société a été formulée, à mon avis, au début des années 1980 par le théologien Jacques Racine, spécialiste de l'enseignement social de l'Église à l'Université Laval. Selon lui, la tradition chrétienne qui a encore du poids chez nous est conservatrice au plan économique et social, elle exclut le conflit de ses perspectives, elle préfère le *statu quo*, elle entretient un certain mépris de l'économique, elle offre un discours sur la politique qui fait reposer sa critique sur la qualité des hommes plus que sur leurs programmes⁸.

La majorité des croyants continuent à se référer à ce qu'ils ont appris : la défense absolue de la propriété privée, l'importance de l'ordre et de l'autorité, la crainte de tout ce qui se rapproche du socialisme, le refus du conflit.

Il ne faut pas se le cacher : la tradition chrétienne qui a du poids chez nous, ce n'est ni celle des Béatitudes, ni celle des Pères de l'Église, ni celle plus récente de la fin des années 1960, mais c'est au contraire la tradition liée à la contre-réforme, à la question romaine, à la doctrine sociale de Léon XIII, au concile Vatican I. Cela ne signifie pas que les gens recourent à cette tradition pour guider leur vie personnelle ; ils y réfèrent comme à une idéologie pour exprimer leur critique sociale et souvent motiver leur refus d'engagement.

IV- Quel bilan dresser de cette double contribution ?

La possibilité d'établir un bilan critique du rôle joué par les deux instances présentées dans cet exposé demeure aléatoire. Les faits que j'ai rapportés mériteraient d'être l'objet d'un relevé plus systématique ; il faudrait

⁷ Lucia FERRETTI. *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*. Montréal, Boréal, 1999, p. 130.

⁸ Jacques RACINE. « Les chrétiens et la critique de la société », dans F. DUMONT, J. GRAND'MAISON, J. RACINE et P. TREMBLAY. *Situation et avenir du catholicisme québécois*, p. 128. Entre le temple et l'exil. Montréal, Léméac, 1982, p. 111-144.

comparer les orientations du discours et les résultats tangibles. Néanmoins, on peut affirmer sans se tromper que les communautés religieuses et les milieux de la pastorale sociale diocésaine sont devenus des partenaires du mouvement de solidarité sociale avec lesquels il faut compter.

Concrètement, des religieuses et des religieux ont investi des centaines d'organismes communautaires à titre bénévole et professionnel, pour y exercer leur mission éducative de mille et une façons, le plus souvent de manière informelle. L'éducation populaire, la prise en charge, l'accompagnement, le soutien multiforme prennent le pas sur la gestion administrative des organismes.

Leur rôle en est un de relais, pour distribuer l'information, sensibiliser aux enjeux énoncés par les organismes de pointe. En tant que membres de classes moyennes habitués à recourir aux institutions de toutes sortes, ces femmes et ces hommes peuvent aider les gens à se retrouver dans le réseau complexe des organismes et des régimes publics et parapublics (prestations d'assurance-chômage, régie des loyers, etc.).

Au registre de la participation citoyenne aux enjeux politiques, ou environnementaux, certains membres des communautés religieuses ou du clergé agissent en éclaireurs, en définisseurs de situation. Dans la lutte contre l'appauvrissement, l'analphabétisme, ils et elles participent aux efforts des grands mouvements sociaux.

Petit à petit, un passage s'est accompli. Pendant les années de colonisation et de peuplement du territoire, clergé et religieux-ses ont suivi les mouvements de population, se sont habitués à partager les aspirations à la mobilité sociale des agriculteurs, des ouvriers et des cols blancs. L'évolution de la démocratie ayant rendu l'État principal responsable et gestionnaire des régimes universels en santé, éducation et services sociaux, il est devenu possible aux religieuses et aux religieux en particulier d'interroger à nouveau les choix qu'elles et ils avaient faits pendant un siècle.

L'option pour les pauvres, exprimée dans des choix individuels et collectifs, est devenue une nouvelle expression de la foi, une mission à remplir. Elle suppose une ré-interprétation de l'engagement public à la « pauvreté », vue non pas d'abord sous l'angle du style de vie personnel mais sous l'angle de l'amélioration des conditions de vie des moins favorisés, des laissés-pour-compte et des exclus. De nouvelles analyses systémiques sont requises pour cette mission afin que justice et charité se conjuguent en une alliance plus confortable⁹.

⁹ En prolongement de cet article on pourra lire avec intérêt un ouvrage collectif : *La soupe au caillou. Réflexions sur l'injustice économique*. Montréal, Paulines / Conférence religieuse canadienne / Jesuit for Social Faith and Justice, Toronto. 1997, 277 p. Des mêmes éditeurs : *Stone Soup. Reflections on economic injustice*.